



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/463
1er octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-huitième session
Point 30 de l'ordre du jour

NECESSITE DE LEVER LE BLOCUS ECONOMIQUE, COMMERCIAL ET
FINANCIER APPLIQUE A CUBA PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Lettre datée du 29 septembre 1993, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de Cuba auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'étude réalisée par un groupe d'experts cubains sur le coût que représente pour l'économie et la société cubaines le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme documents officiels de l'Assemblée générale, au titre du point 30 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent

(Signé) Fernando REMIREZ DE ESTENOZ

ANNEXE

Etude réalisée par un groupe d'experts cubains sur le coût que représente pour l'économie et la société cubaines le blocus appliqué à Cuba par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

Des experts cubains se sont employés à calculer le coût du blocus depuis son application unilatérale par les Etats-Unis d'Amérique et sont arrivés à un chiffre préliminaire de 40,8 milliards de dollars des Etats-Unis, dont 31,5 milliards de dollars au titre des préjudices directs et 9,3 milliards de dollars au titre de préjudices que l'on pourrait qualifier d'indirects. Ces calculs, qui s'inscrivent dans le cadre d'un travail de longue haleine, doivent être constamment mis à jour.

L'objet de la présente étude est de montrer ce qu'a représenté le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis, en particulier la perte de prix préférentiels pour les exportations de sucre, les préjudices causés à la production et aux services, les restrictions qui limitent la disponibilité des ressources matérielles et financières, le renchérissement des opérations commerciales, l'augmentation considérable des frais de transport, l'immobilisation de nombreuses ressources, ainsi que la mise hors service d'installations et d'équipements faute de pièces de rechange.

Ces préjudices ont eu des conséquences extrêmement négatives pour le développement économique et social du pays, en particulier en ce qui concerne le niveau de vie de la population.

PREJUDICES PRECIS :

Le blocus a obligé Cuba à réorienter ses échanges commerciaux et, partant, à rechercher de nouveaux marchés pour ses produits d'exportation et a eu pour effet de renchérir les activités de promotion et de vente. Il a également obligé le pays à rechercher de nouveaux marchés pour ses importations, marchés caractérisés par d'autres paramètres et spécifications, et à payer des prix plus élevés que ceux qu'il avait l'habitude de payer pour des produits fabriqués grâce à des technologies américaines.

La distance moyenne qui sépare le pays des marchés d'importation a été multipliée par cinq, à savoir environ 11 000 kilomètres. Cette augmentation, qui vient s'ajouter aux dispositions prises par les Etats-Unis en ce qui concerne les navires étrangers qui transportent des marchandises à destination ou en provenance de Cuba, a entraîné un accroissement considérable des frais de transport, de fret et d'assurance qui, en 1992, étaient passés à 6 207 700 000 dollars des Etats-Unis.

Le blocus a entraîné en outre des augmentations disproportionnées des flux marchands externes et du niveau des stocks et de réserves. Ces derniers se chiffrent à 3 317 100 000 dollars des Etats-Unis.

Le coût que représente pour l'économie cubaine l'immobilisation de ces ressources, depuis plus de trois décennies que dure le blocus, s'élève à 4 163 100 000 dollars si l'on tient compte seulement des intérêts correspondants

/...

aux stocks excédentaires par rapport à ceux qui se justifient d'un point de vue purement économique pour le fonctionnement normal de l'économie.

En outre, les préjudices subis du fait que le pays a dû investir dans l'infrastructure pour s'adapter aux nouvelles conditions du marché imposées par le blocus (entrepôts, ouvrages portuaires, navires marchands, entrepôts frigorifiques, ateliers), à mesure que s'éloignaient les sources d'approvisionnement, atteignent une valeur estimée à 1 milliard 778 millions de dollars si l'on tient compte du nickel, du pétrole, de l'industrie chimique, de l'industrie électrique et des industries légères ainsi que des secteurs du transport et du commerce intérieur.

Depuis son application, le blocus a mis le pays dans une situation financière critique vis-à-vis de l'extérieur. D'une part, l'absence d'accès au marché des Etats-Unis a privé le pays de ce que constituait pour lui la principale source de recettes en devises, source qu'il n'a pas été facile de remplacer. D'autre part, les interdictions imposées par les Etats-Unis ont considérablement accru les coûts économiques sans que, pour autant, le pays ne dispose de davantage de biens et de services, ceux-ci étant devenus plus chers sous l'effet du blocus.

Grâce au blocus, les Etats-Unis ont fermé à Cuba l'accès à toute source de financement, aussi bien l'accès aux institutions financières américaines aux Etats-Unis mêmes que l'accès à celles installées à l'étranger, en interdisant les transferts, les investissements et autres opérations financières de ressortissants de ce pays avec Cuba et en empêchant Cuba d'utiliser le dollar des Etats-Unis pour ses transactions économiques, commerciales et financières.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont usé de leur influence auprès des organisations financières internationales et de certains pays pour empêcher tout type de financement en faveur de Cuba, que ce soit par les voies traditionnelles ou non traditionnelles, et, partant, Cuba a dû se passer au cours des années écoulées de financements s'élevant à 84,4 millions de dollars.

Cela a à son tour obligé Cuba à utiliser d'autres types de monnaies pour ses échanges internationaux et il en est résulté que les financements que le pays a reçus ont été accordés à des conditions très onéreuses, essentiellement en raison des variations des taux de change.

Dans les conditions actuelles, Cuba ne reçoit pas de crédits à des conditions de faveur d'aucune institution ni pays. Ayant perdu la possibilité d'emprunter à des conditions de faveur auprès des pays du camp socialiste, le pays doit pratiquement vivre au jour le jour avec les ressources qu'il produit et, de temps à autre, avec des crédits commerciaux, généralement à court terme, dont les intérêts et le coût sont plus élevés que les crédits financiers ou les crédits accordés à des conditions de faveur par des institutions et des gouvernements.

Les problèmes financiers susmentionnés ont obligé Cuba à s'adresser à des entités qui accordent des prêts à des conditions plus onéreuses et, partant, à décaisser 230 millions de dollars supplémentaires.

Par ailleurs, du fait des pertes financières d'un montant de 1 milliard 30 millions de dollars des Etats-Unis résultant de la dépréciation du dollar (résultat net des variations) entre les années 1970 et 1992, Cuba a enregistré un manque à gagner au titre de recettes d'exportation ou par suite de la majoration du coût des exportations.

En outre, selon des estimations de la Banque nationale de Cuba, la dette extérieure cubaine, qui s'élève à 7 milliards de dollars des Etats-Unis, aurait été inférieure de 1 milliard 913 millions de dollars si le pays avait pu utiliser le dollar comme monnaie de compte. La décision prise par les Etats-Unis de bloquer tous les avoirs cubains détenus dans des banques américaines a également aggravé la situation financière du pays. Rien que dans le domaine des télécommunications, ces avoirs se chiffrent à 112 millions de dollars.

Cette situation a porté gravement préjudice au développement de l'économie dans son ensemble et, en particulier, au niveau de vie de la population.

Le blocus a gravement limité la possibilité de développer les services médicaux offerts à la population et d'obtenir les médicaments, réactifs chimiques, matériel médical, matériel non médical, technologies et autres ressources nécessaires.

Pour satisfaire ses besoins dans ce domaine, Cuba a dû s'adresser à des marchés éloignés, essentiellement en Europe et en Asie, ce qui a obligé le pays à décaisser en moyenne 5 millions de dollars par an pour le seul fret aérien et maritime.

Une analyse de 32 produits finis d'origine américaine et des quantités importées en 1991 et 1992 par notre pays fait apparaître que rien que pour le fret entre l'Europe et Cuba, l'Etat a dû payer d'importantes sommes additionnelles qui auraient permis d'acheter, par exemple, 10 453 ampoules de méthotexate (5 milligrammes), médicament utilisé pour le traitement des leucémies aiguës.

Par ailleurs, le recours à des intermédiaires a eu pour effet de renchérir considérablement le matériel et les produits médicaux que Cuba importe, notamment les réactifs chimiques indispensables à la réalisation d'analyses cliniques.

Actuellement, le pays ne pouvant plus compter sur le marché que représentaient l'ex-URSS et les anciens pays socialistes, l'acquisition de ces produits médicaux est rendue plus difficile encore par les interdictions imposées par les Etats-Unis aux exportations à destination de Cuba, interdictions qui concernent non seulement les ventes de produits à partir du territoire des Etats-Unis mais aussi celles à partir de n'importe quel autre pays, dès lors que ces produits contiennent un élément en provenance des Etats-Unis. Parmi ces produits figurent les suivants :

- Canules pour circulation extracorporelle;
- Greffes vasculaires artificielles;

- Cathéters de dialyse péritonéale (pour le programme de traitement de l'insuffisance rénale chronique);
- Cathéters angiographiques (pour le diagnostic de l'appareil circulatoire et autres procédés);
- Cathéters pour la stimulation cardiaque (utilisés pour les patients souffrant d'affections cardio-vasculaires qui se trouvent dans un état critique);
- Matériel pour l'iléostomie urinaire (pour les patients qui ont subi une dérivation urinaire);
- Dérivations pour l'hydrocéphalie (pour les services de neurochirurgie);
- Implants de silicone pour la chirurgie de la rétine (pour les services d'ophtalmologie);
- Lames pour dermoextenseurs (pour les services de traumatologie);
- Sutures chirurgicales en matériaux spéciaux à usages spécifiques (essentiellement pour la chirurgie cardio-vasculaire, ophtalmique et néonatale et la transplantation d'organes);
- Papier enregistreur pour échocardiographie (pour les services de cardiologie et, en particulier, le programme de détection précoce des malformations congénitales du fœtus et les services de périnatalogie et de pédiatrie);
- Films radiographiques;
- Autres articles comme gaz chirurgical, coton, ouate chirurgicale, bandages de gaze, nébuliseurs, réactifs de laboratoire, gants de chirurgien et urinaux.

Cuba a également subi un préjudice au titre de l'achat de pièces de rechange pour le matériel médical étant donné que, notamment parce que le gros des dispositifs et circuits de haute intégration électronique utilisés pour le matériel de pointe, notamment la tomographie informatisée, la résonance magnétique nucléaire, les gamma-caméras, sont protégés par des brevets américains.

De même, le matériel non médical comme les groupes électrogènes, les chambres froides, le matériel de climatisation, le matériel de transport, etc., est lui aussi soumis aux restrictions du blocus.

Le secteur des produits pharmaceutiques a été tout particulièrement sensible aux conséquences du blocus. Il est devenu difficile d'importer, pour ne citer que ceux-là, des antibiotiques de troisième génération (cyclosporines) indispensables au traitement d'infections graves, les cytostatiques utilisés chez les patients atteints d'un cancer, les radio-isotopes à usage diagnostique et thérapeutique, ainsi que les anti-inflammatoires non stéroïdes et autres.

En ce qui concerne les médicaments utilisés en endocrinologie, il convient de signaler le cas de l'insuline que nous ne pouvons nous procurer qu'auprès d'un fournisseur européen, le principal producteur mondial étant une société américaine, la Eli Lilly Co.

Cela a pour effet de renchérir considérablement ce produit et, Cuba comptant 16,5 diabétiques par 1 000 habitants, nombre d'entre eux insulino-dépendants, le pays décaisse à ce titre 3 millions de dollars par an.

Les corticoïdes, le calcium, la vitamine D-2 et l'hormone antidiurétique figurent également parmi les articles touchés par le blocus.

Une analyse comparative des prix de 24 produits faisant l'objet d'un contrat passé en 1992-1993 et de l'offre faite par la société Talgrex International Export de Floride fait apparaître que pour ces seuls produits, mais sans tenir compte de la différence de fret, Cuba aurait pu économiser 986 386,96 dollars.

En ce qui concerne la neuropathie épidémique, le fait qu'il a fallu s'adresser à un fournisseur européen pour se procurer les médicaments nécessaires, a obligé notre pays à décaisser, uniquement pour l'achat de trois produits, 11,48 dollars par unité (mg) de chaque produit.

Par ailleurs, pour le transport d'un lot de vitamines et d'excipients pour la fabrication de comprimés, notre pays a dû décaisser environ 237 448,68 dollars au titre du fret aérien à partir de l'Europe.

A cette situation s'ajoute le fait que les fabricants des pays où l'on peut se procurer tous ces articles ont été forcés de ne pas transférer à Cuba certaines techniques, ce qui nous a obligés à rechercher constamment de nouveaux marchés. Parmi d'autres exemples, citons les suivants :

- La société suédoise Alfa-Laval a, en mai 1991, annulé un contrat passé avec Cuba pour la vente de matériel médical à la suite de l'application de la réglementation administrative américaine relative aux exportations, qui interdit l'exportation et la réexportation d'éléments ou de pièces détachées à Cuba et qui exige obtention d'une autorisation écrite du Service des licences d'exportation des Etats-Unis si la valeur de la pièce fabriquée dans ce pays dépasse de 10 % la valeur totale du matériel.
- La société néerlandaise Enraf Nonius, qui pendant plus de 10 ans avait livré à Cuba du matériel, des éléments et des pièces utilisés en physiothérapie, qui représentaient 80 % du matériel installé dans le pays, a soudainement déclaré en 1991 qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de continuer à livrer ces articles en raison des difficultés qu'elle éprouvait à obtenir des licences pour l'exportation desdits produits à Cuba. Ce matériel sert essentiellement à la rééducation des patients handicapés.
- La société Amsco Canada Inc. a confirmé en avril 1992 qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de livrer des pièces de rechange pour

tables d'opérations parce que ces pièces étaient fabriquées aux Etats-Unis et que la société n'avait pas pu obtenir la licence d'exportation nécessaire.

- La société belge Janssen Pharmaceutica, filiale de la société américaine Johnson & Johnson, a également éprouvé des difficultés à obtenir les licences d'exportation, ce qui l'a obligée à réduire ses livraisons de médicaments.
- La société suisse Fluka A.G. Chemical a fait savoir en octobre 1992 qu'elle se heurtait à d'énormes difficultés en ce qui concerne ses exportations à destination de Cuba du fait qu'elle ne parvenait pas à obtenir les licences d'exportation nécessaires.

Par ailleurs, dans un domaine aussi vital que celui de l'alimentation, rien que pour les importations de lait, de volaille et de céréales, Cuba a dû dépenser en 1992 40 millions de dollars de plus que n'importe quel autre pays aurait dû décaisser pour le même volume d'importations en raison du prix auquel Cuba a dû les acheter.

De même, en ce qui concerne la production alimentaire, le blocus a obligé le pays de se procurer sur d'autres marchés bon nombre de facteurs de production et de matières premières, ce qui a eu pour effet de renchérir ces produits. Il s'agit notamment de semences, d'engrais, d'herbicides, de bétail et de sperme, pour lesquels le pays a dû décaisser 66,5 millions de dollars.

En particulier en ce qui concerne les importations de produits chimiques utilisés dans les travaux agricoles aux fins de la récolte sucrière et de la production alimentaire, l'excédent que Cuba a dû payer s'élève à 9,2 millions de dollars du fait que le pays a dû importer ces produits de marchés éloignés, dans nombre de cas à des prix bien supérieurs à ceux pratiqués dans notre région. Parmi ces produits figurent les phosphates diammoniques, le superphosphate triple, le chlorure de potassium, le sulfate de potassium, l'ammoniaque anhydre, l'urée et le soufre raffiné.

En ce qui concerne les autres secteurs économiques d'importance vitale pour le pays, la perte du marché sucrier des Etats-Unis et des prix préférentiels dont Cuba bénéficiait sur ce marché depuis les années 30 a entraîné une diminution de plus de 5 milliards de dollars des recettes que Cuba tirait de ses exportations de sucre.

Il faut ajouter à cela les préjudices découlant des mesures que le Gouvernement américain applique pour bloquer les exportations cubaines de sucre à destination de pays tiers dont il exige, sous peine qu'ils perdent leurs quotas respectifs, qu'ils s'engagent auprès du Président des Etats-Unis à ne pas exporter aux Etats-Unis des produits contenant du sucre cubain.

L'industrie sucrière a en outre subi un préjudice énorme du fait qu'il a fallu remplacer et réparer le matériel existant et importer des matières premières, des facteurs de production, des matériaux et des combustibles à un coût supérieur de 22 à 30 %, ce qui a amené le pays à devoir décaisser environ 1 milliard 600 millions de dollars.

Les préjudices subis par le secteur de la canne à sucre sont estimés à 2 milliards 700 millions de dollars du fait que le pays a dû importer du nouveau matériel agricole, de construction et d'irrigation, des produits laminés, des facteurs de production agricole et autres à un coût supérieur.

Du fait que l'accès au marché américain est interdit aux exportations cubaines de tabac, de rhum et autres produits traditionnels, le manque à gagner pour le seul tabac s'élève à 252,5 millions de dollars, si l'on considère uniquement la production non écoulee sur d'autres marchés et compte tenu, en outre, du fait que pour certains de ces produits le marché américain était un marché naturel.

En ce qui concerne le nickel, autre produit d'exportation traditionnel, on estime le préjudice subi à 400 millions de dollars, du fait qu'il a fallu déplacer les marchés vers l'Europe et ralentir la production faute de facteurs de production et de pièces de rechange.

En outre, les pertes enregistrées au cours des deux dernières années (1991-1992) au titre des exportations de nickel, qui normalement auraient pu être écoulées sur le marché américain, s'élèvent à 3,2 millions de dollars si l'on tient compte de coût plus élevé du fret et de l'assurance d'une partie des exportations de sulfure de nickel et de cobalt et du coût plus élevé de l'assurance en ce qui concerne les ventes de tuf/oxyde nickel.

Il n'a pas été tenu compte ci-dessus des préjudices subis du fait des interdictions imposées par les Etats-Unis à des pays tiers en ce qui concerne l'exportation à destination de ce pays de produits qui contiennent du nickel cubain, même en quantités infimes.

Les Etats-Unis ont appliqué ces mesures à des pays membres de la Communauté économique européenne comme la France et l'Italie, ainsi qu'au Japon et à l'ex-URSS, ce qui porte indirectement préjudice à Cuba, parce que les Etats-Unis sont le plus grand importateur d'acier et que les principales sociétés qui participent au commerce international du nickel traitent beaucoup avec les Etats-Unis.

Quant à l'industrie électrique, on estime que le préjudice subi s'élève à 120 millions de dollars uniquement au titre du remplacement du matériel et de la pénurie de pièces de rechange pour les centrales électriques, et les réseaux de transmission et de distribution.

En outre, au cours des deux dernières années, des préjudices ont été causés à l'exploitation des centrales électriques en raison, essentiellement, de la pénurie de combustible, ce qui revêt une énorme importance si l'on tient compte du fait que plus de 90 % de l'électricité consommée par le pays est produite par des centrales à combustible.

Il convient de signaler que, depuis 1991, lorsque Cuba a perdu sa source d'approvisionnement en pétrole qu'était l'URSS, les Etats-Unis ont continué d'exercer des pressions sur d'autres fournisseurs éventuels de manière à bloquer les importations cubaines, ce qui a eu pour effet de détériorer la situation dans ce domaine.

Par ailleurs, en ce qui concerne des importations de produits pétroliers, le fret s'est renchéri de 81,2 millions de dollars du fait des interdictions liées au blocus.

En ce qui concerne l'industrie chimique, les préjudices s'élèvent à 112 millions de dollars si l'on considère uniquement la production d'engrais, de rayonne et de gaz industriels.

Dans le domaine des transports, les pertes causées à notre économie, qui ont limité les possibilités de relever le niveau de vie de la population, totalisaient 4 842 500 000 dollars au 31 décembre 1992.

Les interdictions imposées par les Etats-Unis aux transports en provenance et à destination de Cuba ont obligé le pays à affréter des navires et, partant, à payer entre 15 et 20 % de plus que le fret normal, ce qui représente un préjudice supplémentaire de 375,2 millions de dollars jusqu'en décembre 1992.

En ce qui concerne le renchérissement du transport maritime en raison des distances plus grandes parcourues (cargaison sèche) et du coût supplémentaire du fret à acquitter, il représente 3 milliards 980 millions de dollars.

Quant au transport ferroviaire, il a fallu décaisser 148,8 millions de dollars pour assurer le remplacement quasi total du matériel roulant, y compris les locomotives, les automotrices et les wagons de voyageurs.

Pour ce qui est du remplacement du parc de véhicules de transport routiers, presque entièrement d'origine américaine, il a coûté 140,5 millions de dollars.

Les restrictions imposées à Cuba par les Etats-Unis en ce qui concerne l'accès aux techniques aéronautiques ont entraîné un coût supplémentaire de 82 millions de dollars, du fait qu'il a fallu exploiter des techniques dont les paramètres de consommation de carburant sont plus élevés que ceux de techniques semblables utilisées par d'autres lignes aériennes.

La population cubaine souffre de la pénurie de pièces de rechange pour la réparation et l'entretien des appareils ménagers d'origine américaine et de l'interdiction d'acquérir ce matériel, y compris du matériel non américain fabriqué à l'aide d'éléments, matériaux ou techniques américains.

On estime que le préjudice subi par la population dans ce domaine dépasse les 374 millions de dollars, et ce sans tenir compte des préjudices économiques secondaires et des conséquences pour le mode et le niveau de vie de la population.

Des calculs prudents permettent de chiffrer à un montant se situant entre 1 milliard 600 millions et 1 milliard 700 millions de dollars les pertes prévues en raison des difficultés d'approvisionnement en matériel rencontrées du fait du blocus, et ce sans tenir compte du préjudice économique au titre de la production et des services en raison de la mise hors service des équipements.

Le blocus a systématiquement empêché Cuba d'avoir accès à des technologies de pointe et à toute forme d'échanges scientifiques et techniques, que ceux-ci

soient nécessaires pour atteindre des niveaux plus importants d'efficacité et des volumes de production plus grands ou pour satisfaire des besoins dans d'autres domaines.

C'est là le préjudice stratégique le plus important qui découle du blocus appliqué à Cuba parce que celui-ci non seulement empêche Cuba de concourir sur les marchés dans des conditions d'égalité mais oblige également le pays, parce qu'il n'a pas le choix, de produire dans des conditions de moindre efficacité avec des technologies qui supposent davantage d'investissements ou des technologies moins productives, ce qui s'avère parfois très onéreux.

Les dispositions prises par les Etats-Unis non seulement interdisent l'accès aux technologies en provenance de ce pays mais étendent les interdictions à l'exportation de produits fabriqués grâce à des technologies américaines, même lorsqu'il s'agit de produits provenant d'un pays tiers.

L'absence d'accès aux technologies de pointe a entraîné pour Cuba une diminution de son revenu national équivalente à 2 milliards 318 millions de dollars pour chaque point de pourcentage de baisse de la productivité qui en résulte.
